



Objet : Modification du montant des travaux sous-traités à la SAS Philip FRERES / Marché n°2024-10-33 « Travaux d'aménagement de la vélo-route ViaRhôna entre Bellegarde et Saint-Gilles »

DECISION N° 074-2026
(1.1 Marchés Publics)

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES,

Vu l'article 283 du Code Général des Impôts relatif aux redevables de la taxe sur la valeur ajoutée ;
Vu le Code de la commande publique, notamment les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 relatifs à la sous-traitance ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment les articles L.5211-9 et L.5211-10 définissant les attributions du Président et du Bureau ;
Vu l'arrêté n°20191410-B3-002 en date du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la Communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence ;
Vu la délibération n° 20-031 du 4 juin 2020 donnant délégation de pouvoir du Conseil au Président ;
Vu la délibération n°24-119 du 9 décembre 2024 relative à l'attribution d'un marché n°2024-10-33 relatifs à « Travaux d'aménagement de la vélo-route ViaRhôna entre Bellegarde et Saint-Gilles », marché notifié le 14 février 2025 ;
Vu le formulaire DC4 relatif à la sous-traitance déclarée au stade de l'offre, par LAUTIER MOUSSAC ETS BRAJA VESIGNE pour les travaux de préparation du support par grenailage par l'entreprise PROCESS GRENAILLAGE, pour un coût de 172 620€HT et pour une durée de 90 jours ;
Vu les ordres de service organisant la phase d'exécution du marché ;
Vu la délibération n°25-122 en date du 22 septembre 2025 approuvant l'avenant n°1 au lot 1, relatif à l'ajout de prix nouveaux au marché, notifié le 10 novembre 2025 ;
Vu la délibération n°B-26-002 en date du 23 février 2026 approuvant l'avenant n° 2 au lot 1, relatif à la réalisation de travaux supplémentaires et modifiant la répartition entre les co-traitants du lot 1, notifié le 4 mars 2026 ;
Vu la décision N°066-2025 acceptant la sous-traitance des travaux de « confortement de berges par tunage » et le paiement direct par la SAS CAZAL de la SAS Philip FRERES, représentée par Monsieur Thibault PHILIP, Directeur Général, pour un montant de 32 700,00€HT et pour une durée de 10 jours ;
Vu la décision n°104-205 acceptant la modification de sous-traitance des travaux de « confortement de berges par tunage » par la SAS CAZAL pour un montant de 297 400,00€HT et jusqu'au 18 août 2025 ;
Vu le formulaire DC4 modificatif, tel que ci-annexé ;

Considérant les travaux contenus dans le lot n°1 « Aménagements de voirie » et le besoin d'enregistrer par un avenant la réduction de la part sous-traitée des travaux de confortement de berges par tunage ;

DECIDE

Article 1 : D'accepter la diminution de la sous-traitance d'une partie des travaux prévus dans le lot n°1 « Aménagements de voirie » par la SAS CAZAL, à la SAS Philip FRERES représentée par son Président Monsieur Thibault PHILIP, pour la prestation de « confortement de berges par tunage », pour un coût de 258 082€HT impliquant une moins-value de 13.22 % soit 39 318,00€HT) et une durée de 14 mois à compter du 5 mars 2025 ;

Article 2 : D'approuver la répartition financière suivante :

Lot 1 « Aménagements de voirie »

| Entreprises | Répartition financière €HT | Modification DC4 €HT | Répartition financière finale €HT |
|---|----------------------------|----------------------|-----------------------------------|
| Mandataire LAUTIER MOUSSAC | 1 563 323,50 | | 1 563 323,50 |
| Sous-traitant PROCESS GRENAILLAGE (stade offre / délibération n°24-119) | 172 620,00 € | | 172 620,00 € |
| Sous-traitant ECOSTAB (stade exécution / décision n°116-2025 + modif / décision n°177-2025) | 189 675,50 € | | 189 675,50 € |
| Sous-traitant ESR (stade exécution / décision n°170-2025) | 23 520,00 € | | 23 520,00 € |
| SOUS-TOTAL | 1 949 139,00 | | 1 949 139,00 |
| Cotraitant CAZAL | 549 322,00 € | + 39 318 | 588 640 € |
| Sous-traitant PHILIP FRERES (Stade exécution / DC4 32 700€HT décision n°066-2025 +modif1 DC4 297 400€ décision n°104-2025) | 297 400,00 € | - 39 318 € | 258 082,00 € |
| SOUS-TOTAL | 846 722,00 | | 846 722,00 |
| Cotraitant EUROVIA | 1 949 139,00 € | | 1 949 139,00 € |
| | 4 745 000,00 € | | 4 745 000,00 € |

Article 3 : D'approuver le paiement direct du sous-traitant ;

Article 4 : Que les dépenses sont inscrites au budget 2026 comme suit :

| Budget | Opération |
|-----------|-----------|
| Principal | 9109 |

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision dont il sera rendu compte en prochaine session du Conseil Communautaire.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes ou via www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication ou sa notification, en vertu des dispositions du Code de justice administrative.

Beaucaire, le 24/03/2026

Le 24 mars 2026
Signé électroniquement par :
Le Président,
Juan MARTINEZ





MARCHES PUBLICS DECLARATION DE

DC4

SOUS-TRAITANCE²

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d'exécution du marché public.

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses [articles L. 1110-1](#), et [R. 2162-1 à R. 2162-6](#), [R. 2162-7 à R. 2162-12](#), [R. 2162-13 à R. 2162-14](#) et [R. 2162-15 à R. 2162-21](#) (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que [R. 23612-1 à R. 2362-6](#), [R. 2362-7](#), [R. 2362-8](#), [R. 2362-9 à R. 2362-12](#), et [R. 2362-13 à R. 2362-18](#) (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

A - Identification de l'acheteur

Désignation de l'acheteur :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante)

**Communauté de Communes Beaucaire Terre d'Argence
1 avenue de la Croix Blanche
30300 Beaucaire**

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code (nantissements ou cessions de créances) : *(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie)*

**Juan MARTINEZ, Président De la Communauté de Communes
« Beaucaire Terre d'Argence »**

B - Objet du marché public

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante. Toutefois, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par la présente déclaration de sous-traitance)

**Travaux d'aménagement de la vélo-route
ViaRhôna entre Bellegarde et Saint-Gilles
N° marché : 20241033**

² Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

C - Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante)

- un document annexé à l'offre du soumissionnaire
- un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement
(sous-traitant présenté après attribution du marché)
- un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du **23/06/2025**

D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :
CAZAL SAS

Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

**8 ZA Cardona
11 410 - SALLES SUR L'HERS**

Adresse électronique :

gduhamel@cazaltp.fr ; hbar@cazaltp.fr ; nmarty@cazaltp.fr

Numéros de téléphone et de télécopie : **04 68 60 30 07**

Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD : **313 211 864 00027**

Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) : **SAS**

En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

**LAUTIER MOUSSAC établissement BRAJA VESIGNE (SA)
N°5 Zone d'Activités Peire Plantade — RD 226 — 30190 MOUSSAC
04.66.81.61.87
SIRET : 319 755 823 00196**

E - Identification du sous-traitant

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :
PHILIP FRÈRES

Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

**2 rue des Orgeuillous – BP 40
34 270 – SAINT MATHIEU DE TREVIERS**

Adresse électronique : **thibault.philip@philipfreres.com**

Numéros de téléphone et de télécopie : **04 67 55 58 70**

Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

314 752 429 00063

Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :

SAS – RCS : 314 752 429 MONTPELLIER

Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant :

(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur)

Thibault PHILIP, Directeur Général

Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (Art. R. 2151-13 et R. 2351-12 du code de la commande publique) ?

Oui Non

Pour les marchés de défense ou de sécurité passés par les services du ministère de la défense uniquement et à condition que le marché concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service (article R. 2393-33 du code de la commande publique), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

oui Non

F - Nature des prestations sous-traitées

(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)

Nature des prestations sous-traitées : **Confortement de berges par Tunage**

Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

La durée du traitement est :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Les données à caractère personnel traitées sont :

Les catégories de personnes concernées sont :

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l'[article 28 du règlement \(UE\) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016](#) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Dans les marchés de défense et de sécurité, lieu d'exécution des prestations sous-traitées :

G - Prix des prestations sous-traitées

Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :
- Montant HT :
- Montant TTC :

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant du 2^{nonies} de l'article 283 du code général des impôts :

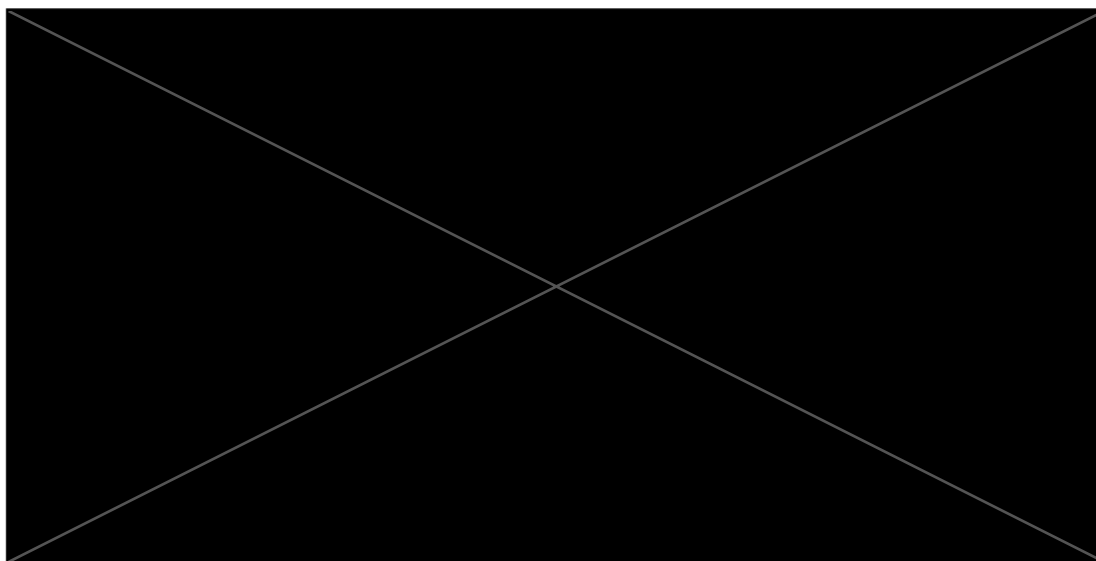
- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire) :
- Ancien Montant hors TVA : **297 400 €**
- Nouveau Montant hors TVA : **258 082 €**

Modalités de variation des prix : **PRIX FERMES**

Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct ([article R. 2193-10](#) ou [article R. 2393-33](#) du code de la commande publique) :
(Cocher la case correspondante.)

Oui Non

H - Conditions de paiement



Le sous-traitant demande à bénéficiaire d'une avance :
(Cocher la case correspondante.)

Oui Non

I – Durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois

(Nota : Si la durée indiquée dans le contrat de sous-traitance ne correspond pas à un nombre entier, arrondir au nombre entier supérieur. Ex : 20 jours = 1 mois, 1 mois et 2 semaines = 2 mois, etc.)

La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois est de : **14 mois à compter du 5 mars 2025**

J - Capacités du sous-traitant

(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité (MDS), ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2)

J1 - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

- **Pièces administratives PHILIP FRERES**

J2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (*applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'article R. 2343-14 ou de l'article R. 2343-15 du code de la commande publique*) :

Adresse internet :

Renseignements nécessaires pour y accéder :

K - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure

K1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur (*) :

- a) dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (**);
- b) dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante :

(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(**) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

K2 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'article R. 2343-14 ou de l'article R. 2343-15 du code de la commande publique) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

Adresse internet :

Renseignements nécessaires pour y accéder

L - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public

(Cocher les cases correspondantes.)

1^{ère} hypothèse La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 ou à l'article R. 2393-40 du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,
- OU
- une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2^{ème} hypothèse

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article R. 2193-22 ou à l'article R. 2393-40 du code de la commande publique, qui est joint au présent DC4 ;

OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

M - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant).

A SAINT MATHIEU DE TREVIERS le 17/03/2026

Le sous-traitant : PHILIP FRERES
(personne identifiée rubrique E du DC4)

Thibault
PHILIP

Signature numérique de
Thibault PHILIP
Date : 2026.03.17
17:45:08 +01'00'

A SALLES SUR L'HERS, le 17/03/2026

Le co-traitant : CAZAL SAS
(personne identifiée rubrique D du DC2)

Xavier
LAURENT

Signé numériquement par : Xavier
LAURENT
Nom DN : CN = Xavier LAURENT
email = xlaurent@cazaltp.fr C = FR
O = CAZAL
Date : 2026.03.18 16:45:09 +01'00'

A MOUSSAC, le 17/03/2026

Le mandataire : LAUTIER MOUSSAC
(personne identifiée rubrique D du DC4)

Sebasti
en DIAZ

Signature
numérique de
Sebastien DIAZ
Date :
2026.03.18
17:54:29 +01'00'

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A Beaucaire , le 24/03/2026

Le représentant de l'acheteur :

Le 24 mars 2026
Signé électroniquement par :
Le Président,
Juan MARTINEZ



N - Notification de l'acte spécial au titulaire.

(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :
(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A _____ , le

Date de la dernière mise à jour : 12/10/2023.